

SIEA DES PORTES DE L'ENTRE DEUX MERS

Assainissement des eaux usées

Commune de Latresne

Déplacement du refoulement du PR Coulon

***1^{ière} PHASE : Réhabilitation du poste de
refoulement de Maucoulet***


Consultation par procédure adaptée
en application du Code de la Commande Publique

Règlement de la Consultation (RC)



Date de remise de l'offre : Vendredi 13 Juin 2025 à 12 h 00

INFORMATIONS SUR LE DOSSIER

 SOCAMA INGÉNIERIE		AGENCE LE HAILLAN				
E-MO-REA-0042 – Rev 15 <small>H:\1-AFFAIRES\GIRONDE\PORTES DE L'ENTRE DEUX MERS SIEA\2 AEP et ASST\AFF2263 PE2M EU Deconnexion PR Coulon et rehab Maucoulet\6 DCE\1 RPC PE2M REHAB PR GC MAUCOULET.docx</small>		AFF2263				
Indice	Date	Établi par	Visa	Vérification par	Visa	Commentaire / modification
A	09/05/2025	LD		LD		



SOMMAIRE

Article 1. Objet de la consultation	4
Article 2. Conditions de la consultation	4
2.1 Étendue et mode de la consultation.....	4
2.2 Décomposition en tranches ou en lots.....	4
2.3 Compléments à apporter au C.C.T.P.....	5
2.4 Variantes	5
2.5 Délais d'exécution.....	5
2.6 Modification de détail au dossier de consultation	5
2.7 Délai de validité des offres	5
2.8 Propriété intellectuelle des projets	5
2.9 Dispositions relatives aux travaux intéressant la Défense	5
2.10 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	5
2.11 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail.....	6
Article 3. Présentation des dossiers.....	6
3.1 Présentation de la Candidature	6
3.2 Présentation de l'Offre :	7
Article 4. Jugement des offres	7
4.1 Discordance dans les offres	8
4.2 Jugement des PSE	8
4.3 Négociation.....	8
Article 5. Condition d'envoi ou de remise des offres	8
Article 6. Renseignements complémentaires	9
Article 7. Procédure de recours	9

Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation concerne l'exécution des travaux de réhabilitation du Génie Civil de la cuve du poste de refoulement Maucoulet situé 33 Chemin de Maucoulet sur la commune de Latresne.

Les travaux sont exécutés pour le compte du SIEA des Portes de l'Entre Deux Mers – Route de Saint Caprais – 33 880 Cambes, désigné comme " Pouvoir Adjudicateur ".

L'opération comprend notamment :

- La fourniture et la mise en place des équipements nécessaires au by-pass du poste.
- Maintien du service pendant les travaux.
- La dépose de la dalle et de tous les équipements nécessaires à son enlèvement.
- Le déséquipèrent et le nettoyage de la cuve et de la chambre à vanne.
- Remaniement du génie civil existant.
- La fourniture et la pose d'une cuve en PEHD de 2,6 m de diamètre et 5,6 m de profondeur dans la cuve existante.
- Equipement de la cuve et de la chambre à vanne.
- Remise en place des 3 pompes existantes.
- Fourniture et mise en place d'une nouvelle dalle y/c fermetures.
- Remise en place des équipements annexe)
- Remise en service.

En PSE (Prestations Supplémentaire éventuelle), la fourniture et la mise en place des canalisations et équipements enterrées nécessaire au by-pass.

LE SITE SERA OUVERT POUR VISITE LE LUNDI 26 MAI 2025 de 14h00 à 16h00.

Article 2. Conditions de la consultation

Conformément au Code de la Commande Publique, le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur la plateforme : <https://marchéspublics-aquitaine.org>.

La remise des offres se fait également sur cette plateforme.

2.1 Étendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée en application du Code de la Commande Publique. Le mode de consultation choisi par le pouvoir adjudicateur est la procédure adaptée.

La procédure est soumise aux dispositions du Code de la Commande Publique.

Le CCAP précise les modalités de groupement qui peuvent être admis à la consultation par le pouvoir adjudicateur.

2.2 Décomposition en tranches ou en lots

Compte tenu de la technicité de l'opération, elle n'est pas allotie et ne comporte qu'une seule tranche.

2.3 Compléments à apporter au C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au C.C.T.P. Les candidats doivent remettre un mémoire explicatif qui permette d'apprécier les techniques de réalisation proposées et les variantes et les options chiffrées dans leur offre.

2.4 Variantes

En application de l'article R 2151-8 du Code de la Commande Publique, les variantes sont autorisées.

L'entreprise n'est pas tenue de remettre une offre de base.

Les exigences minimales sont les suivantes :

- Maintien du service pendant les travaux avec envoi des effluents vers la station d'épuration via la canalisation de refoulement existante.
- Réhabilitation de la cuve existante (le remplacement de la cuve en lieu et place ou à côté n'est pas envisageable).
- Maintien de 3 pompes de refoulement dans le poste d'un débit minimal de 70 m³/h chacune.

2.5 Délais d'exécution

Le délai des **travaux** est fixé par l'entrepreneur dans son offre (cf. ACTE D'ENGAGEMENT) sans pouvoir excéder 1 mois. Il est prévu un démarrage de l'opération en juillet 2025 pour une réalisation des travaux en septembre 2025.

Travaux à réaliser en été et par temps sec.

2.6 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au D.C.E. jusqu'à une date limite fixée à **CINQ** jours calendaires avant la date de remise des offres. Les candidats seront informés de ces modifications par la plateforme de la consultation. Ils devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite fixée sur la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans l'Acte d'Engagement. Il court à compter de la date limite de remise des offres.

2.8 Propriété intellectuelle des projets

Les variantes présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle.

2.9 Dispositions relatives aux travaux intéressant la Défense

Sans objet.

2.10 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Voir C.C.A.P. et C.C.T.P.

2.11 Mesures particulières concernant l'hygiène et la sécurité du travail

L'entrepreneur est tenu de respecter les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité du travail en application du Code du Travail.

Article 3. Présentation des dossiers

Conformément aux articles R2143-16 et R2151-12 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur demande à ce que les pièces relatives aux candidatures et aux offres des candidats soient obligatoirement rédigées en langue française ou, s'il y a lieu, être accompagnées d'une traduction en langue française établie par un traducteur assermenté et certifiée conforme à l'original.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, étant précisé que chaque document fera l'objet d'un fichier spécifique :

3.1 Présentation de la Candidature

- Pour le candidat individuel, ou pour chaque membre du groupement en cas de candidature groupée, **déclaration type « DC2 »** établie par le Ministère de l'Economie et des Finances
- La déclaration d'intention de soumissionner (exemple selon formulaire DC1).
- Une attestation sur l'honneur justifiant qu'il n'entre pas dans l'un des cas prévus par les articles R 2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les garanties financières :

- Attestation d'assurance pour les risques professionnels décennaux, contractuels et quasi-délictuels
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

Les garanties professionnelles :

- Une liste de références se rapportant à des travaux de nature et d'importance comparables à ceux objet de la consultation et exécutés dans les trois années précédant la date de remise des offres. Cette liste de référence pourra utilement être complétée par des certificats de capacité. Les travaux doivent avoir été réalisés par l'établissement soumissionnaire.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;

Si les documents demandés sont accessibles directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, le candidat en informe le pouvoir adjudicateur et donne toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace. L'accès au système ou à l'espace doit être gratuit.

Les Documents Uniques de Marché Européen (D.U.M.E.) numériques sont acceptés par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où les candidats se présenteraient conjoints ou envisagent de sous-traiter une partie des travaux désignés dans l'acte d'engagement, les pièces justificatives ci-dessus peuvent, le cas échéant, être fournies par chaque entreprise selon ses prestations.

NB : S'ils n'ont pas été remis dans le dossier de candidature, les certificats, attestations et déclarations de l'entreprise prévus par le Code de la Commande Publique ainsi que les attestations d'assurances et de responsabilité civile seront à fournir dans un délai de 10 jours à dater de la demande par le candidat retenu. Les pièces sociales seront à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Les copies porteront la mention "Certifiée conforme à l'original" avec la date et la signature du candidat.

3.2 Présentation de l'Offre :

- Un acte d'engagement (A.E.) établi suivant modèle joint et complété par l'entrepreneur.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), cahier joint, à accepter sans aucune modification.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), cahier joint, à accepter sans aucune modification.
- Le Sous Détail des Prix Forfaitaires complété par l'entreprise et faisant apparaître le montant de l'offre complète.
- La Notice de Respect de l'Environnement, à accepter sans aucune modification.
- Un mémoire technique de 30 pages au maximum hors annexe permettant de justifier des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en conformité avec les fascicules du CCTG, le CCTP les D.T.U. et prescriptions en vigueur. Ce mémoire comprendra toutes justifications et observations de l'entrepreneur. En particulier, il devra préciser :
 - Les indications concernant la provenance des principales fournitures (type, marque, caractéristiques des matériaux), les références des fournisseurs correspondants et les garanties offertes par les fournisseurs.
En particulier :
 - Cuve et chambre à vanne.
 - Equipements du poste
 - Les indications concernant les procédés et moyens d'exécution envisagés, en particulier :
 - Maintien du service.
 - Planning des travaux.
 - Méthodologie d'exécution
 - Les points particuliers éventuels relevés lors du repérage du site.
 - L'anticipation du chantier.

La non-fourniture d'un mémoire justificatif entraîne l'élimination de l'offre.

Ce document pourra être complété par :

- Les plans d'ensemble et de détail explicitant les offres.
- Une note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier.
- Une note sur le respect de l'environnement.

Sous-dossier "variantes"

Si le candidat présente des variantes en sus de l'offre de base, selon les possibilités offertes par le présent règlement, il sera établi pour chaque variante un sous-dossier comportant au minimum :

- Un nouvel acte d'engagement
- Un nouveau SDPF
- Un mémoire technique (*il pourra s'agir, selon l'importance de la variante, d'un simple additif succinct au mémoire principal indiquant les modifications apportées à la solution de base, ou un mémoire plus complet*)

Article 4. Jugement des offres

Les offres seront examinées par application des dispositions des articles R2152-7 à 2152-10 du Code de la Commande Publique. A cet effet, les critères du Code de la Commande Publique, ainsi que les critères additionnels éventuels seront examinés dans l'ordre décroissant suivant :

- La valeur technique de l'offre de base ou/et des variantes éventuelles - **pondération 40 %** (Ce critère sera apprécié selon le mémoire explicatif présenté par l'entreprise)
- Le prix des prestations, - **pondération 35 %**
- Le délai d'exécution global . - **pondération 10 %**



- Garanties et capacités techniques des candidats (en particulier sera appréciée la description des moyens techniques et humains des candidats ainsi que de la réactivité des candidats pour résoudre les problèmes éventuels) - **pondération 5 %** (Ce critère sera apprécié selon le mémoire explicatif présenté par l'entreprise)
- Références professionnelles récentes sur des prestations de même nature et de même importance - **pondération 5 %** (Ce critère sera apprécié selon le mémoire explicatif présenté par l'entreprise)
- Critère lié au développement durable – **pondération 5 %** (Ce critère sera apprécié selon le mémoire explicatif présenté par l'entreprise)

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas prendre en considération les offres des candidats dont la note concernant le critère "valeur technique" sera inférieure à la moitié de la note maximale possible.

Dans le cas où des erreurs d'opérations seraient constatées dans l'offre d'un candidat, elles seront corrigées avant d'effectuer le jugement de la consultation. Si l'entrepreneur refuse cette correction, son offre sera éliminée comme non cohérente.

En cas d'offre paraissant anormalement basse, il sera fait application des articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la Commande Publique.

4.1 Discordance dans les offres

En cas de discordance constatée dans une offre, le montant de l'offre faisant foi est celui figurant dans l'Acte d'Engagement qui prévaut sur toutes autres indications de l'offre. Dans ce cas, l'Entrepreneur qui est sur le point d'être retenu sera invité à rectifier ces pièces pour les mettre en cohérence avec l'Acte d'Engagement. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

4.2 Jugement des PSE

Une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) correspond à une prestation, en rapport direct avec l'objet du marché, qui peut, ou non, être commandée à la signature du contrat. Elle s'ajoute à la solution de base sans s'y substituer.

La PSE est obligatoire. En conséquence, elles seront prises en compte lors de l'analyse des offres. Ainsi, il sera établi autant de classements que de combinaisons possibles. Ce choix est effectué au moment de l'attribution.

4.3 Négociation

Conformément au Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant remis une offre recevable. Le pouvoir adjudicateur pourra mener la procédure de négociation par phases successives à l'issue desquelles certains candidats seront éliminés par application des critères de sélection des offres. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 5. Condition d'envoi ou de remise des offres

Les candidats adressent leur proposition exclusivement par voie électronique dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique. Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées par l'avis d'appel à la concurrence ne seront pas retenus.

Article 6. Renseignements complémentaires

Les candidats sont invités à poser leurs questions et à demander des renseignements complémentaires en priorité par le profil acheteur indiqué dans le présent RC.

Article 7. Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif dans le ressort duquel est situé le siège de l'acheteur

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est celui du siège de l'acheteur.